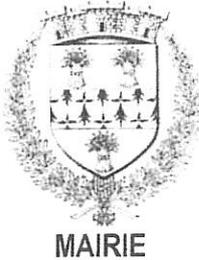


EXTRAIT DU REGISTRE AUX ARRÊTÉS DU MAIRE

VILLE DE DOURGES



**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2022-668
PORTANT PROLONGATION DE L'ARRÊTÉ
MUNICIPAL N°2022-571
INTERDISANT LA NUIT, LES
RASSEMBLEMENTS DE PERSONNES SUR
LE DOMAINE PUBLIC**

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L2122-24 et L2214-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles R610-5, R623-2, R634-2 et R644-5-1 du Code Pénal,
Vu les articles L571-1 et suivants du Code de l'Environnement,
Vu les articles L1311-1, L1311-2, L1312-1, R1336-5 et R1337-7 du Code de la Santé Publique,

CONSIDÉRANT la présence répétitive et perturbatrice d'attroupements de personnes en période nocturne,
CONSIDÉRANT les nombreuses interventions de la Police Municipale pour du trouble à l'ordre public (nuisances sonores, tapages nocturnes, dégradations de mobiliers urbains ...),
CONSIDÉRANT l'exaspération et les nombreuses plaintes des riverains,
CONSIDÉRANT les interventions des services techniques pour rendre propres les lieux après les rassemblements,
CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de garantir la sécurité, le bon ordre, la tranquillité et la salubrité publiques,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté municipal n°2022-571 du 20 juillet 2022 est prolongé jusqu'au 2 janvier 2023.

ARTICLE 2 : Les rassemblements et les regroupements de personnes occupant l'espace public de manière prolongée et susceptibles de troubler la tranquillité, la sécurité, le bon ordre et la salubrité publiques sont interdits entre 22h00 et 06h00, dans les lieux cités ci-dessous :

- Parcs et jardins publics
- Espaces verts communaux
- Parkings
- Arrêts de bus
- Proximité des halls d'immeubles

ARTICLE 3 : Pour la même période et les mêmes lieux, sont également interdits l'installation de bancs et de chaises, n'appartenant pas au mobilier urbain déjà existant.

REÇU EN PREFECTURE

Le 29/09/2022

Application agréée f.legalite.com

99_R1-002-216202747-20220926-2022_668-R1

ARTICLE 4 : Ces mesures ne s'appliquent pas lors de manifestations ou de fêtes locales autorisées par l'autorité compétente.

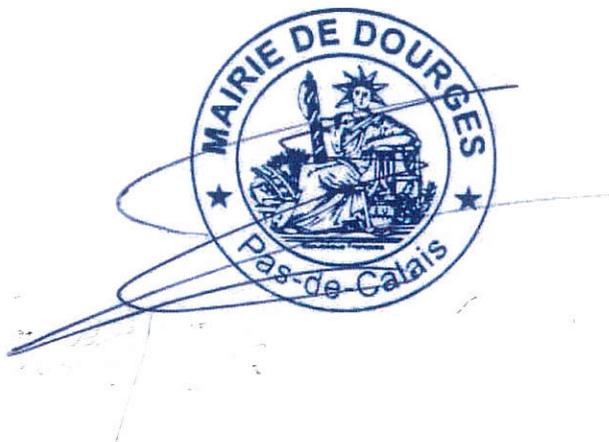
ARTICLE 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies par les agents de la force publique habilités à dresser un procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans les deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : Monsieur le Maire de Dourges est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Lens, Monsieur le Commandant Divisionnaire du Commissariat de Police de Hénin-Beaumont et à la Police Municipale de Dourges.

Fait à Dourges, le 26 septembre 2022

Le Maire,
Tony FRANCONVILLE



REÇU EN PREFECTURE

le 29/09/2022

Application agréée E-legalite.com

99_AI-062-216202747-20220926-2022_666-AI